IL SERA AUJOURD'HUI À ALGER

Fillon repartira-t-il avec le oui de Bouteflika ?

Deux jours, si ce n'est pour convaincre, les choses étant acquises apparemment (si l'on s'en tient aux derniers propos de Belkhadem), ce sera tout au moins pour décider l'Algérie à se prononcer officiellement sur la présence du président algérien au prochain sommet de Paris qui consacrera la création de l'Union pour la Méditerranée UPM. A quelques jours de la tenue du sommet du 13 juillet à Paris, Sarkozy a besoin de faire savoir que son ami algérien sera de la partie.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Officiellement, François Fillon, qui se déplace pour la première fois en Algérie accompagné de nombre de ministres dont ceux de la Défense et l'Economie, a pour mission de signer trois accords, deux civils et un militaire. Le premier, annoncé le 31 mai dernier par Chakib Khelil, n'est que le prolongement de celui paraphé lors de la visite du président Nicolas Sarkozy en décembre 2007 et porte sur le nucléaire civil, le second est relatif à la coopération financière et le troisième, et sans doute le plus important, sera signé dans le domaine militaire.

Mais à quelques jours de la tenue du sommet de Paris de l'UPM, le Premier ministre ne peut revenir en France à l'issue de ces deux journées de visite sans avoir fait prononcer le chef de l'Etat algérien sur ce qu'il compte faire le 13 juillet, même si, depuis une quinzaine de jours, il se murmure ici que la décision est prise et qu'elle se fait simplement attendre. Le président algérien irait bien au sommet du 13, dit-on. Cette visite de Fillon arrive à point nommé : le chef de l'Etat algérien pourra toujours lâcher le «oui» au cours de l'entretien qu'il accordera à François Fillon dimanche et qui se poursuivra par un déjeuner officiel au Palais du peuple et que couronnera d'ailleurs un point de presse des deux chefs du gouvernement. On nous annoncera probablement que les éclaircissements sur le contenu concret du projet UPM qu'a exigés l'Algérie (seule condition émise par Bouteflika, pour prendre part à l'UPM) ont été fournis par le Premier ministre français et que, partant, rien ne se dresse plus contre la présence de Bouteflika à Paris, le 13 juillet. Quand au défilé du 14 Juillet, à moins d'être démenti par une mémoire soudainement oublieuse, le président algérien ne pourra décemment pas y prendre part, à moins que…

K.-B. A.

Photo : DR

L'UPM au cœur des entretiens.

Programme du Premier ministre

Contactés hier (à 16 heures, heure française) pour connaître le contenu du programme de visite qui n'avait pas encore été communiqué, les services de presse du Premier ministre français nous en ont donné les grandes lignes suivantes :

SAMEDI MATIN :

- Accueil à l'aéroport par M. Belkhadem, chef du gouvernement.
- Entretien en tête-à-tête avec Belkhadem.
- Rencontre élargie avec tous les membres de la délégation et les responsables algériens.
- Signature de trois accords : financier, nucléaire civil et militaire.
- Déjeuner offert par le chef du gouvernement algérien à Djenane-El-Mithak.
- Visite dans l'après-midi de l'Ecole supérieure des affaires.
- Rencontre du Premier ministre français avec la communauté française en Algérie.

DIMANCHE MATIN :

- Gerbe de fleurs au sanctuaire des martyrs.
- Audience accordée à Fillon par Bouteflika.
- Déjeuner officiel offert par le président algérien au Palais du peuple.
- Point de presse des deux chefs du gouvernement

K.-B. A.

HORTEFEUX TRIOMPHE :

«Jamais autant de clandestins reconduits»

Brice Hortefeux, ministre français de l'Immigration, avait le triomphe en bandoulière jeudi matin à la conférence de presse de présentation du bilan de son secteur, un an après son installation. Jamais sur une année autant de clandestins n'ont été reconduits dans leur pays d'origine», s'est félicité le ministre en livrant les statistiques.

31% de hausse en 2007 de reconduite à la frontière et 80% de hausse pour les seuls premiers mois de 2008.

Le ministre se dit fier des résultats de sa politique d'immigration qu'il qualifie «à la fois d'honnête, juste et équilibrée» ; en fait, une politique dont le socle est le chiffre. Et des chiffres, on n'en a pas manqué : la hausse de 80% de renvois chez eux des clandestins en ces débuts 2008 représente 14 660 expulsions et départs volontaires des cinq premiers mois de 2008.

La politique de «prends 7000 euros et barre-toi», mise en œuvre par le ministre pour encourager au retour les récalcitrants, a, selon les explications qu'il a livrés, porté tous ses fruits. Les retours volontaires de clandestins ont représenté, de juin 2007 à mai 2008, 38% des reconduites, soit une progression de 374% ! C'est on ne peut plus enivrant et Hortefeux fournit deux explications à cette bonne nouvelle : certains «étrangers en situation clandestine comprennent les règles qui sont les nôtres» et la deuxième raison de cette hausse de départs volontaires, selon lui, «est favorisée par la nette augmentation des sommes versées à ceux qui acceptent de quitter la France de leur plein gré». En fait la fameuse aumône pour se barrer aurait de véritables vertus d'éloignement. Si son secteur ne peut donner des chiffres exacts sur le nombre de clandestins encore sur le territoire, cette population étant par nature «clandestine», le ministre et ses services se sont tout de même servis de certains indicateurs, dont celui de la baisse- 6,2% % de l'aide médicale (CME) accordée à tous les étrangers, y compris les sans-papiers, pour évaluer ces derniers entre 200 000 et 400 000, soit une baisse de 8% en un an.

Quant aux résultats de l'immigration régulière, il n'en est pas peu fier : «La rupture a été concrètement engagée», même si l'immigration familiale est toujours majoritaire avec 85 000 cartes octroyées à titre familial, contre 31 000 cartes professionnelles, il ne désespère pas de voir l'objectif affiché pour 2012 d'atteindre 50% d'immigration choisie se concrétiser à cette échéance.

L'UMP, le parti au pouvoir, ne s'est pas empêché, lui non plus, de donner de la voix et d'exprimer son entière satisfaction des résultats obtenus et saluer «l'efficacité» et la réussite du chef d'orchestre des expulsions. Mieux encore, le porte-parole de ce parti, Frédéric Lefebvre, «souhaite que celui-ci (Hortefeux, ndlr) fasse école en Europe» et de déclarer que son parti, en cette veille de présidence française de l'UE, fait confiance à Brice Hortefeux pour «convaincre ses homologues qu'on est plus efficace en la matière avec une politique identique dans tous les pays européens». Le Parlement européen n'a pas d'ailleurs attendu ce satisfecit de l'UMP pour adopter, la veille de la conférence de presse de Hortefeux, «la directive retour» que beaucoup d'ONG et d'associations ont qualifiée de «directive de la honte».

Ce texte, adopté par 367 voix contre 206 et 109 abstentions, fera que la durée du placement en rétention d'un étranger en instance d'expulsion peut aller jusqu'à 18 mois. Si pour la France, cette rétention est aujourd'hui d'une durée de 32 jours maximum, et qu'officiellement le gouvernement français a déclaré ne pas modifier sa réglementation sur cet aspect, l'on sait que d'ores et déjà le contenu «du pacte sur l'immigration et l'asile», que la France a concocté et devra présenter à ses homologues européens, pour être voté au cours de la présidence de l'UE par l'hexagone, est des plus répressifs en direction de l'immigration et des exilés du Sud.

K. B.- A.